

KAS ÉCO

Novembre 2023

Numéro 1



**Boukhalfa Yaïci, Directeur Général
du Cluster Energies renouvelables**
*« L'hydrogène vert va supplanter
le gaz naturel, le pétrole et le charbon »*
Page 8

Journée Algéro-Allemande

Le projet "SouthH2 Corridor" en débat
Page 6

Mouvement de relocalisation des entreprises allemandes

Quelles opportunités pour l'Algérie ?
Page 11

Coopération algéro-allemande

Entre défis et opportunités
Page 13

Mix énergétique en Algérie

*Plaidoyer pour une économie
à faible émission de carbone*
Page 16







SOMMAIRE

4

L'ÉDITO

6

L'ÉVÈNEMENT

JOURNÉE ALGÉRO-ALLEMANDE

Le projet d'hydrogène "SouthH2 Corridor" en débat

8

L'ENTRETIEN

**BOUKHALFA YAICI, DIRECTEUR GÉNÉRAL
DU CLUSTER ÉNERGIES RENOUVELABLES**

*« L'hydrogène vert va supplanter le gaz naturel,
le pétrole et le charbon »*

11

CONJONCTURE

**MOUVEMENT DE RELOCALISATION
DES ENTREPRISES ALLEMANDES**

Quelles opportunités pour l'Algérie ?

13

ENTREPRISES & MARCHÉS

COOPÉRATION ALGÉRO-ALLEMANDE

Entre défis et opportunités

15

FINANCE & MARCHÉS

16

DÉVELOPPEMENT DURABLE

MIX ÉNERGÉTIQUE EN ALGÉRIE

*Plaidoyer pour une économie à faible
émission de carbone*

L'ÉDITO

Vous avez désormais la première édition du magazine "KAS ÉCO". Cette publication vous permettra d'explorer le travail économique réalisé en Algérie par la Fondation Konrad Adenauer. Dans les prochains numéros, KAS Algérie prend l'engagement de vous fournir périodiquement des analyses portant sur des sujets économiques significatifs des deux rives de la Méditerranée.

Au cœur de cette première édition, se place la question de l'économie durable, l'un des piliers essentiels pour l'avenir de notre planète, à la fois d'un point de vue économique et écologique, et par conséquent, humain. Il est indéniable que notre planète a moins besoin de l'économie que l'économie a besoin de notre planète. C'est pourquoi nos modèles économiques se doivent de prendre en considération leur empreinte écologique, s'inscrivant ainsi dans une démarche de responsabilité économique, sociale, et environnementale globale.

Les futures éditions de notre magazine suivront des rubriques clairement identifiées et mémorables : nous revisiterons des événements marquants et présenterons un aperçu de nos projets à venir. Nous nous pencherons également sur l'analyse des développements économiques actuels en Allemagne et en Algérie. En outre, vous trouverez dans nos pages des données chiffrées et des graphiques informatifs, ainsi que des points de vue éclairés abordés au cours d'entretiens avec des personnalités algériennes et allemandes sur des sujets captivants. Par ailleurs, nous aurons le plaisir de partager avec vous des analyses économiques récemment publiées.

La véritable valeur de notre publication ne se révèle que lorsqu'elle parvient à susciter votre intérêt. Le magazine "KAS ÉCO" se veut un espace propice à l'échange d'idées, c'est pourquoi nous vous invitons chaleureusement à nous faire part de vos réflexions et commentaires.

Nous vous souhaitons une lecture enrichissante.

Matthias Schäfer

Directeur, Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie



Pour plus de détails sur la fondation Konrad Adenauer en Algérie, merci de visiter le site du bureau : www.kas.de/algerien

L'ÉVÈNEMENT

JOURNÉE ALGÉRO-ALLEMANDE

Le projet d'hydrogène SouthH2 Corridor en débat

Le développement du partenariat dans le domaine de l'hydrogène vert notamment dans le cadre du projet SouthH2 Corridor a constitué l'un des principaux sujets de débat entre les participants à la 5e édition de la Journée algéro-allemande de l'énergie, organisée le 23 octobre à Alger.

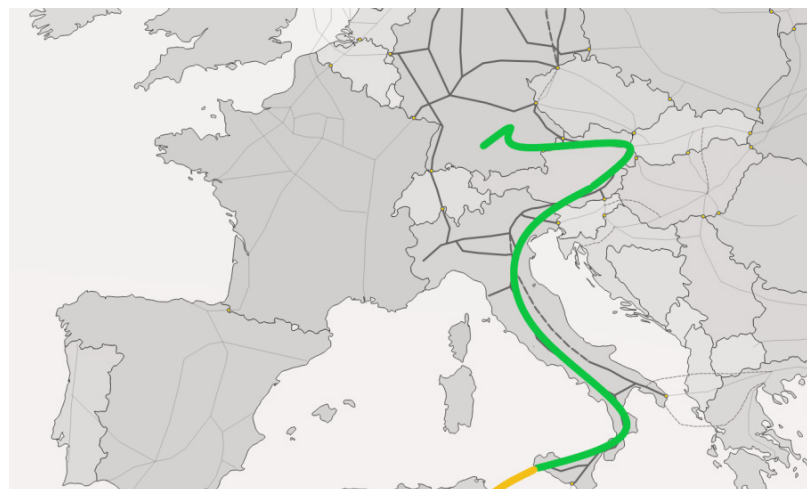
Lors de cette Journée, initiée par le ministère de l'Energie et des Mines en collaboration avec le ministère fédéral allemand de l'Economie et de la Protection du climat, les participants ont focalisé sur les possibilités de réaliser le corridor **SouthH2**, qui représente un nouveau projet pour le transport de l'hydrogène vert produit en l'Algérie. Le projet constitue une « *vraie dorsale* » de transport de l'hydrogène de l'Algérie vers l'Allemagne, via la Tunisie, l'Italie et l'Autriche, visant à fournir un hydrogène renouvelable en utilisant les gazoducs existants, a-t-on souligné lors de cette Journée. L'objectif visé est celui de transporter près de 4 millions de tonnes d'hydrogène vert par an à travers des gazoducs reconvertis pour le transport d'hydrogène. Dans ce contexte, le ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, a estimé dans son discours qu'il s'agit d'un « *projet ambitieux qui nécessite des études techniques et économiques approfondies* ». M. Arkab a assuré que « *les études en question sont en train d'être menées avec les entreprises concernées par cet important projet* » notamment les sociétés Bayernets GmbH (Allemagne), SNAM (Italie), Gasconnect-Austria (Autriche) et Trans Austria Gasleitung.

L'importance de ce corridor, qui a reçu le statut de « *projet important et stratégique* » pour l'Union européenne, a été également évoquée par Mme Ellen von Zitzewitz, responsable du partenariat énergétique bilatéral avec la région MENA au niveau du ministère fédéral allemand de l'Economie et de la Protection du climat. Mme Ellen a fait savoir que l'objectif tracé par l'Allemagne est celui d'aller vers une production de 80% d'énergies sur la base du renouvelable, dont une grande part sera réservée à l'hydrogène vert.

Lors de cette journée algéro-allemande, il a été fait état du potentiel « *important* » dont dispose l'Algérie en matière d'hydrogène. L'Algérie peut devenir un pôle de production de l'hydrogène renouvelable avec

la maîtrise des coûts, estime des experts, pour qui, des capacités importantes en matière de transport qui peuvent être dimensionnées pour une montée en puissance en fonction du marché et des volumes de la demande européenne. Des tests ont déjà été démontrés sur ce marché énergétique, a-t-assuré.

Comme il est important de signaler que le ministre a fait aussi état d'une « *étude de faisabilité de projets expérimentaux scientifiques pour la maîtrise de la chaîne de valeur de la production de l'hydrogène vert, dont un projet d'une capacité de 50 mégawatts, avec une contribution de 35 millions d'euros offerte sous forme de don par le gouvernement allemand* ». Il s'agit, également, d'une coopération avec les partenaires allemands pour le lancement du projet « *TaqatHy* », qui vise « *le renforcement des compétences techniques à travers l'ensemble de la chaîne de valeur des énergies renouvelables et de l'hydrogène, et le transfert des connaissances dans les domaines techniques, y compris les volets réglementaires et institutionnels* », ajoute le ministre.



L'Italie, l'Autriche et l'Allemagne s'unissent pour un projet de pipeline d'hydrogène qui pourrait répondre à 40 % de la demande d'hydrogène importé en Europe.

Signature d'un contrat d'exécution de la coopération technique dans le cadre du projet commun "TaqatHy"

Fait important lors de cette rencontre, le ministère de l'Énergie et des mines et la société allemande pour la coopération internationale (GIZ) ont signé un contrat d'exécution de la coopération technique dans le cadre du projet commun « TaqatHy », portant sur le développement de la coopération dans le domaine des énergies renouvelables et l'hydrogène vert.

La signature du contrat s'est déroulée en présence du ministre de l'Énergie et des mines, M. Mohamed Arkab, et du secrétaire d'Etat parlementaire, ministre fédéral de l'économie et de la protection du climat de l'Allemagne, Stefan Wenzel, ainsi que de l'ambassadrice d'Allemagne en Algérie, Mme. Elisabeth Wolbers. Le contrat portant sur ce projet, doté d'une enveloppe financière de 12 millions d'euros, a été signé du côté algérien par le directeur général de l'Énergie auprès du ministère de l'Énergie et des mines, M. Tahar Djouambi, et du côté allemand, par la directrice résidente de la GIZ, Mme Martina Vahlaus.

« Ce contrat représente une nouvelle opportunité d'échange et de partage d'expériences sur des sujets d'intérêt commun et sa mise en œuvre contribuera à la réalisation de notre programme de développement des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'hydrogène vert », a indiqué M. Djouambi, qui a mis l'accent sur « l'importance de réaliser des projets de partenariat concrets avec la partie allemande, en veillant à l'intégration des technologies, le transfert de savoir-faire, l'assistance technique, ainsi que la formation et le développement de la fabrication locale de la majorité des équipements notamment dans le domaine des énergies renouvelables ». De son côté, l'ambassadrice d'Allemagne en Algérie a indiqué que ce contrat constitue « un projet de partenariat très concret entre les deux pays, et vise à développer davantage la coopération dans le domaine des énergies renouvelables et de mettre en œuvre des technologies clés dans l'hydrogène vert ». L'objectif de ce projet, a-t-elle mentionné, est de « renforcer les capacités stratégiques, institutionnelles et techniques de l'Algérie pour le développement des énergies renouvelables à grande échelle mais aussi de taille moyenne, ainsi que de renforcer les capacités de développement de l'hydrogène vert ». Et d'ajouter : « Ce contrat permettra d'identifier les possibilités de création de valeur locale et d'applications locales ainsi que domestiques de l'hydrogène vert ».

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que le ministre de l'Énergie et des Mines a appelé à la mise en place d'un partenariat « *exceptionnel, réel et solide* » avec l'Allemagne dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables, en vue de concrétiser les projets prévus, notamment le projet de câble électrique reliant l'Algérie et l'Europe. M. Arkab a appelé les partenaires allemands à « *participer et à soutenir le projet de réalisation du câble électrique algéro-européen, qui permettra l'exportation de l'énergie propre et renouvelable et la sécurisation de la connectivité électrique sur les plans régional et international* ». Les partenaires sont également appelés à « *contribuer à l'accélération du processus de transition énergétique et à la réduction de l'empreinte carbone* », a-t-il dit, rappelant que ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Algérie visant à renforcer ses infrastructures de transport électrique.



© GIZ Algérie

L'ENTRETIEN

BOUKHALFA YAICI

DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CLUSTER ÉNERGIES RENOUVELABLES

« L'hydrogène vert va supplanter le gaz naturel, le pétrole et le charbon »

Vous avez toujours plaidé pour l'élaboration d'une stratégie de transition vers les énergies renouvelables. Quel est l'état des lieux aujourd'hui et qu'en est-il du programme de 4 000 MW à l'horizon 2024 ?

Ce n'est pas l'élaboration d'une stratégie que nous avons demandée (qui est du ressort des pouvoirs publics il faut le souligner) mais nous avons surtout insisté sur la mise en œuvre du programme des énergies renouvelables révisé en de nombreuses occasions et qui n'avait connu que peu d'avancements depuis 2011. Un changement important a été noté depuis décembre 2022 avec la réactivation du programme de 15 000 MW qui doit s'achever en 2035. Les pouvoirs publics ont chargé Sonelgaz, la compagnie d'électricité nationale, de planifier et de commencer son déploiement. En février 2023, un premier projet de 2 000 MWc sous forme d'un appel d'offres national et international avait été lancé. L'ouverture des plis techniques a été faite le 24 juillet 2023 qui a donné lieu au dépôt de 77 plis pour les 15 lots. Le 25 Septembre 2023, le processus a continué avec l'ouverture des plis financiers pour les soumissionnaires retenus au plan technique. Cela a donné lieu à la divulgation du coût pour chaque lot et du calcul du coût du kWh produit par la centrale solaire considérée. Sonelgaz compte faire les vérifications nécessaires et annoncer les soumissionnaires qui auront été retenus pour chaque lot selon les modalités inscrites dans le cahier des charges.

Par ailleurs l'autre projet appelé Solar 1 000 MW, qui avait été lancé en décembre 2021 par la société SHAEMS et qui avait connu une période de silence à partir de Juin 2022, vient d'être relancé par la Sonelgaz et l'ouverture des plis techniques est prévue dans les prochains jours. Ce décalage va permettre aux entreprises qui avaient retiré le cahier des charges d'analyser les résultats issus de l'ouverture de plus financiers du projet de 2 000 MWc et de mieux préparer leurs offres techniques et financières.

Le programme de Sonelgaz devrait s'intensifier en Novembre 2023 avec le lancement d'une autre tranche de 3 000 MWc. Cela veut dire que d'ici la fin de 2023, l'Algérie à travers Sonelgaz va lancer 6 000 MWc. Ce qui n'est pas rien. A titre de comparaison c'est ce que l'Allemagne réalise en 6 mois.

Pour revenir à votre question, si tout le processus est mené à son terme et avec la diligence voulue, on verra la mise en service des premières centrales vers la fin de l'année 2024. Les autres centrales suivront sur les années 2025 et 2026. D'autres appels d'offres devraient être régulièrement émis par Sonelgaz jusqu'en 2035.

Atteindre ou réaliser 4 000 MW en 2024 n'est plus à l'ordre du jour. Ce qui compte pour nous, c'est que le programme entre progressivement en phase de déploiement, que les entreprises commencent à réaliser et à prospérer et que des postes d'emploi seront créés pour réduire le chômage des jeunes.

Depuis l'ambitieux projet mort-né Desertec à aujourd'hui, comment expliquez-vous le retard pour les énergies renouvelables malgré les innombrables promesses des pouvoirs publics ?

Il n'y a pas lieu de lier ces deux éléments car n'ayant pas de relation. Le retard est dû à une multitude de raisons qui ont trait au fait que l'Algérie est un pays producteur et exportateur de gaz naturel et de pétrole. L'Algérie aspire à utiliser cette ressource fossile pour le développement de son économie. Cela a engendré une rente dont il était et est toujours difficile de se passer surtout quand le prix du baril de pétrole est haut. Cette situation de forte dépendance aux hydrocarbures a relégué au second plan, non seulement le programme des énergies renouvelables, mais aussi le programme de maîtrise de l'énergie. La forte croissance de la demande interne en énergie, une demande plus accrue du gaz naturel algérien par les européens et un déclin de la production en hydrocarbures nous interpelle

tous pour construire un mix énergétique équilibré constitué du gaz naturel, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Une politique de diversification industrielle réussie permettra aussi de réduire la dépendance du pays de la rente tirée des hydrocarbures.

La situation politique tendue au niveau mondial remet la question énergétique aux devant de la scène. Les calculs géopolitiques ne vont pas remettre la transition vers le renouvelable dans les pays riches en gaz et pétrole aux calendes grecques.

Au niveau international, il n'y a pas de remise en cause de cette transition énergétique car elle est un des piliers pour réduire les émissions des gaz à effet de serre et espérer rester dans la limite d'une hausse de 2°C voire 1,5°C de la température avec un effort mondial important. Il y aura des ralentissements mais probablement aussi des accélérations. Quant aux pays producteurs et exportateurs de gaz naturel, ils devront aussi faire leurs mues afin de décarboner leurs économies et probablement de laisser dans leurs sous-sols des quantités importantes de leurs ressources fossiles. Les pays riches, responsables du changement climatique dont nous ressentons déjà les effets, devraient les aider car cela va demander des ressources financières importantes que nos pays n'ont pas car les ressources tirées des fossiles vont d'abord à la santé, l'éducation, l'eau, l'agriculture, etc.

© Photo DR - Boukhalfa Yaici, Directeur Général du CER



Et contrairement aux pays riches en gaz et pétrole, « les ajouts mondiaux de capacités d'énergie renouvelable devraient bondir d'un tiers cette année en raison du soutien politique croissant, de la hausse des prix des combustibles fossiles et des préoccupations en matière de sécurité énergétique dues à l'invasion de l'Ukraine par la Russie », selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié récemment. Qu'en pensez-vous ?

L'Union Européenne, les Etats Unis, la Chine et l'ensemble des pays développés consacrent annuellement des milliards de dollars à sortir progressivement de l'économie carbonée. Cela est fait grâce à des subventions pour les entreprises et les particuliers. Cela se fait aussi via une réglementation stricte et dissuasive pour imposer le changement chez eux. Ce changement nous sera aussi imposé car ils sont en train de mettre en place des mécanismes liés au carbone pour certains produits qui arrivent aux frontières de l'Union Européenne. Ils vont commencer avec une liste de six produits dès 2026 et qui s'élargira au fur et à mesure que le mécanisme sera bien rodé.

Etant à proximité de l'Europe, nous devons être attentifs à ce qui se prépare, se met en place en intégrant tous ces aspects dans nos politiques industrielles, commerciales, réglementaires, etc.

L'Allemagne vise actuellement une part de 30% d'ici 2030, cependant, les États de l'Union européenne et les eurodéputés se sont accordés fin mars 2023 sur un nouvel objectif d'une part d'au moins 42,5% des énergies renouvelables dans la consommation énergétique à l'horizon de 2030. Qu'en pensez-vous ?

Il est attendu la sortie de l'UE de la dépendance vis-à-vis de la Russie en ce qui concerne les sources d'énergie fossiles et de profiter de cette politique pour diversifier ses sources d'approvisionnement.

L'UE veut aussi développer l'hydrogène vert car la décarbonation de certaines industries ne peut pas se réaliser en passant à l'électricité d'origine renouvelable et auront besoin d'énergie thermique pour remplacer le gaz naturel par exemple. L'hydrogène vert va supplanter le gaz naturel, le pétrole et le charbon.

LE CHIFFRE DU MOIS

12 millions de dollars

C'est le montant d'un projet portant sur le développement de la coopération dans le domaine des énergies renouvelables et l'hydrogène vert entre l'Algérie et l'Allemagne, et ce dans le cadre du projet commun « TaqatHy ».



H₂



© Adobe Stock

Quelles possibilités de coopération avec l'Allemagne dans le domaine énergétique ?

La coopération avec l'Allemagne existe depuis plusieurs années déjà et un partenariat stratégique dans le domaine de l'énergie existe. Des programmes d'assistance technique sont mis en œuvre via des entités allemandes comme la GIZ. Cette assistance technique aujourd'hui centrée sur des études et de la formation devrait aussi intégrer des projets pilotes de taille industrielle pour expérimenter ou tester des technologies par exemple. Cette assistance technique devrait aussi embrasser le secteur économique à travers l'accompagnement des entreprises locales dans le cadre de la mise à niveau, les visites dans les deux pays, la formation et les rencontres entre les entreprises des deux pays sur des projets et dossiers maturés pour assurer le succès des investissements à promouvoir en Algérie. Avec la disparition de la règle 51/49 et un nouveau code des investissements attractif, les deux pays travailleraient à mieux faciliter ces relations.

Bio express

Boukhalfa Yaici est expert en énergie solaire photovoltaïque. Il a poursuivi des études techniques et économiques dans les domaines des composants photovoltaïques, centrales électriques et projets spécifiques. Il est aussi gestionnaire d'entreprise, ayant une riche expérience dans le développement de portefeuilles de projets liés aux systèmes solaires (hors réseau, systèmes hybrides, connectés au réseau). Il est également formateur expérimenté dans le domaine des centrales photovoltaïques.

CONJONCTURE

MOUVEMENT DE RELOCALISATION DES ENTREPRISES ALLEMANDES

Quelles opportunités pour l'Algérie ?

Le modèle économique allemand, connu pour ses performances et son intégration dans la mondialisation, suscite toujours curiosité et admiration du côté algérien.

La guerre russe en Ukraine et ses retombées géopolitiques, fait que les entreprises allemandes songent, pour beaucoup d'entre-elles, à délocaliser vers le marché nord-africain. Et c'est dans ce cadre que la Fondation Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie (KAS) et l'Association des Journalistes du Constantinois (AJC) organisé à Alger une rencontre portant sur le mouvement de relocalisation des entreprises allemandes en Algérie. Ayant fait l'objet d'un riche et large débat, experts et divers intervenants des deux bords ont largement mis en valeur le potentiel dont dispose l'Algérie, et les réelles opportunités pour d'éventuelles relocalisations à venir. Cependant, ils n'ont pas omis de mettre l'accent sur les entraves bureaucratiques qui entravent la venue massive des investissements étrangers (IDE) et dont le pays devra se débarrasser au plus vite, ont conclu à l'unisson les divers intervenants. « *L'Algérie*

est une destination incontournable pour des entreprises étrangères, notamment allemandes, résolument tournées vers la quête de nouveaux marchés, et dont la guerre en Ukraine et les nouvelles données géopolitiques mondiales peuvent accélérer les délocalisations », a estimé l'économiste M. Mourad Goumiri. « Le conflit ukrainien a mis à nu les dépendances relatives. Aucun pays n'est totalement indépendant et les relocalisations sont un problème géostratégiques plus qu'économique » a-t-il tenu à souligner. Dans son riche exposé, marqué par des témoignages poignants sur sa propre expérience dans les hautes fonctions qu'il a eu à gérer, M. Goumiri a mis l'accent sur les lenteurs bureaucratiques alors que le potentiel algérien, a-t-il dit, est « immense », allant du secteur minier, au terres rares, le solaire, le secteur des banques et assurances, le tourisme etc.

« A-t-on besoin d'une loi sur l'investissement, pourquoi avons-nous besoin d'une autorisation pour créer une entreprise, s'est-il interrogé. Pour cet expert, la bureaucratie fait fuir les investisseurs étrangers et seule « une volonté politique » très forte pourra assainir un climat des affaires « exécration ».



© Amine Bendjoudi / KAS Algérie

Pour leurs parts, M. Matthias Schafer, directeur de la KAS Algérie et M. Jan Cernicky Chef de la division Économie et innovation de la KAS depuis Berlin, ont tour à tour abordé l'état des lieux et facteurs de la délocalisation en Europe, en axant, bien entendu, sur le cas Allemand.

L'Algérie, une destination évidente

« *Le modèle allemand, à travers son économie sociale de marché est l'un des plus intégré dans la mondialisation, que ce soit à travers le marché de l'union européenne ou à travers d'autres marchés comme la Chine, l'Inde, ou autres. Aujourd'hui, la question est de savoir est-ce que l'Algérie pourrait profiter de l'expérience allemande et de la délocalisation de ses entreprises ?* » a indiqué M. Matthias. Passant en revue les différentes étapes ayant marqué l'intégration des entreprises allemandes dans l'économie mondiale, il citera les années 80 marquées, selon ses dires, par les délocalisations vers l'Asie, notamment la Chine. Après la chute du mur de Berlin en 1990, les délocalisations des entreprises allemandes se sont faites, a-t-il poursuivi, dans le cadre intra-allemand et dans les pays de l'Europe de l'Est.

La consolidation dans le marché chinois et asiatique s'est faite dans les années 2000, selon M. Matthias. L'Allemagne, avec une économie « *très mondialisée* », et en dépit de la crise de l'euro connue dans l'Union européenne en 2010, puis la survenue de la Covid en 2019 et la guerre en Ukraine depuis 2022, la structure de l'économie allemande « *est stable et résolument engagée dans la mondialisation* » rassurera le directeur de la KAS Algérie. Et de considérer l'Algérie, « *avec ses 44 millions d'habitants, ses bas salaires, ses bas coûts de l'énergie et son niveau de régulation, pour ne citer que cela, comme autant d'atouts pour les entreprises allemandes pour investir en Algérie.* »

Abondant dans le même sens, son collègue Jan Cernicky qui est intervenu par visioconférence depuis l'Allemagne a estimé pour sa part que l'Algérie est une « *destination évidente* » pour les entreprises allemandes.

Abondant dans le même sens, la destination Algérie peut intégrer le mouvement de relocalisation dans le processus de sa politique industrielle, telle qu'explicitée par l'expert M. Mohamed Sayoud lors de son exposé des atouts de l'Algérie, et dont l'un et non des moindres, est sa connexion avec un marché africain vaste d'un milliard et demi de personnes. Plaidant pour l'assainissement du climat des affaires en Algérie par la levée, notamment des entraves bureaucratiques, M. Sayoud a donné des pistes

concrètes pour la venue d'entreprises allemandes. Il citera, à cet effet, les producteurs de moules en Allemagne qui peuvent accompagner les producteurs de plastique, assez nombreux, en Algérie, non sans oublier de plaider pour l'intégration de langue allemande dans la formation professionnelle.

Pour sa part, et lors des débats, M. Vassilis Koutsouris, ministre conseiller au Commerce auprès de la Délégation de l'UE à Alger a dressé un constat peu reluisant du climat des affaires en Algérie. Un climat des affaires marqué, selon ses dires, par l'instabilité juridique, la multiplication des interlocuteurs, bureaucratie mais aussi des problèmes de logistiques. Pour lui, l'Algérie n'a aucune stratégie pour attirer les IDE. Pire encore, dit-il, elle ne s'intéresse aux IDE que dans les périodes où les prix du pétrole baissent, citant comme preuve la dépendance des hydrocarbures de l'économie algérienne à hauteur de 97%, et ce, malgré les rentrées d'argent importantes durant tout le règne de l'ex-président Bouteflika. M. Vassilis, et à titre comparatif avec des pays moins nantis en ressources financières mais qui ont réussi à drainer plus d'IDE, il citera l'Égypte qui a capté, selon ses dires, plus de 6 milliards de dollars d'investissements directs étrangers. En somme, le ministre conseiller auprès de la délégation de l'UE à Alger a énuméré une multitude d'obstacles face à la venue d'entreprises européennes en Algérie. Des obstacles relativisés par les interventions de l'expert M. Badreddine Dris, qui a fait l'état des lieux de la relocalisation en Algérie sur le plan juridique. Passant en revue toutes les lois en vigueur allant dans le sens de l'amélioration du climat des affaires et de plus grandes facilitations pour l'accueil des IDE, M. Dris a estimé que beaucoup de choses ont changé depuis, et que l'investisseur étranger est désormais « *mieux compris* » qu'avant et qu'il dispose de toutes les garanties pour la bonne tenue de son business. La nouvelle loi sur l'investissement d'une durée de dix ans met fin à l'instabilité juridique, selon ses dires.



© Amine Bendjoudi / KAS Algérie - M. Vassilis Koutsouris, ministre conseiller au Commerce auprès de la Délégation de l'UE à Alger

ENTREPRISES & MARCHÉS

COOPÉRATION ALGÉRO-ALLEMANDE

Entre défis et opportunités

La nouvelle donne géopolitique mondiale, liée à la guerre russe en Ukraine, a fondamentalement bouleversé les échanges et le commerce de bon nombre de pays.



Sur fond de crise énergétique aigue, due à l'arrêt des livraisons en gaz de la Russie vers l'Allemagne, le pays de la performance économique et du modèle social de marché se remet désormais en cause et tente de tirer au mieux son épingle du jeu dans ce nouveau « désordre » international, en lorgnant vers d'autres marchés, notamment africains. Une opportunité pour un pays comme l'Algérie, riche en ressources énergétiques mais aussi demandeur en investissements étrangers avec, bien entendu, le savoir-faire qui va avec. Et c'est dans ce cadre que la Fondation Konrad-Adenauer (KAS), bureau d'Algérie, a organisé en mars dernier le premier voyage d'échange de la cellule de réflexion algéro-allemande autour de la gouvernance économique à Berlin en Allemagne, et ce, afin d'explorer les multiples opportunités de coopération entre les deux pays.

Une coopération certes déjà existante mais qui peut être consolidée et rehaussée au niveau de la qualité des relations diplomatiques entre les deux pays. Revenant tel un leitmotiv, le secteur de l'énergie fait l'unanimité.

Pour Philipp Burkhardt, Conseiller au département régional MENA de Konrad-Adenauer-Stiftung Berlin, qui dit « *remarquer un développement économique* » en Algérie, les deux pays peuvent bénéficier d'une coopération dans différents secteurs notamment le secteur des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert. Un avis que partage le Dr. Klaus Wiener, membre suppléant, entre autres, de la commission économique et de la commission des finances du Bundestag allemand pour qui l'Allemagne devrait envisager de trouver de nouveaux partenaires commerciaux dans différents domaines.

« C'est le débat actuel du groupe de la commission économique dans le Bundestag, qui s'occupe de la région MENA et qui positionne l'Afrique comme un potentiel qui possède des richesses comme les matières premières » dit-il.

Pour lui, les allemands importent 70% de l'énergie et essaient de soutenir ce secteur par l'importation des énergies renouvelables. En fin connaisseur des rouages de l'économie allemande, M. Wiener pour qui, l'économie allemande est mise à mal par la guerre en Ukraine et la dépendance vis à vis du marché chinois, indique qu'il était loin de croire que les défis nationaux de l'Allemagne conduiraient au changement que le pays vit en ce moment. L'Allemagne a enregistré une pénurie considérable de travailleurs qualifiés, dit-il, qui a conduit à une discussion très intense au Bundestag sur la façon dont elle pourrait gérer l'immigration avec un besoin de travailleurs qualifiés important ainsi que les flux commerciaux attendus. Même si, poursuit-il, son pays est en concurrence avec d'autres pays pour avoir des marchés en Algérie, en citant la Chine comme étant très active sur ce marché, néanmoins, M. Wiener voit de belles opportunités de travailler avec l'Algérie tout en insistant sur la nécessité de la diversification de l'économie allemande par le développement de nouveaux commerces notamment sur le continent africain. Et d'ajouter : *« L'Algérie joue un rôle important en matière d'énergie et de la matière brute et l'énergie coûte très cher en Allemagne, d'où la nécessité de trouver de nouveaux partenariats pour que les entreprises ne délocalisent pas dans ce domaine. »* Le Dr. Wiener qui dit s'opposer à toute idée d'autosuffisance plaide pour conclure des accords, au plus vite, dans ce sens avec des pays comme l'Algérie qui dispose de grandes opportunités dans le domaine.

Améliorer le climat des affaires

Mais malgré les potentialités énergétiques, le Dr. Wiener pour qui l'Algérie et l'Afrique en général peuvent être les nouveaux partenaires de l'Allemagne face à la Chine et l'Asie pacifique, un marché, dit-il, plein de potentiel et destiné à 1,5 milliard de personnes, il n'en demeure pas moins que des conditions pour cette coopération doivent être réunies. Et de rappeler que le pays doit satisfaire certaines conditions pour une éventuelle coopération notamment dans la sécurité législative, les procédures d'autorisations et une plus grande implication dans les zones de libre-échange.

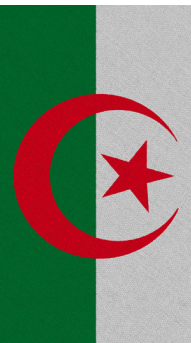
Sans oublier, selon ses dires, de former le personnel pour un meilleur potentiel dans le secteur de la production. Un constat partagé par ses pairs, députés européens, à l'instar de M. Stefan Rouenhoff, M. Roderich Kiesewetter, M. Norbert Altenkamp et M. Markus Koob. Des députés qui ont tour à tour relevé le potentiel de coopération qui existe dans les deux pays, et les intentions de leur pays d'investir massivement dans le marché nord-africain notamment algérien, et ce, même s'ils n'ont pas omis de relever les contraintes liées au climat des affaires en Algérie. Un partenariat avec l'Algérie à approfondir, non sans relever les obstacles bureaucratiques qui ralentissent et bloquent cette tentative de coopération notamment les problèmes de délivrance de visas. Selon eux, *« voyager une fois par an ne suffit pas pour coopérer »*. Citant le projet Desertec, déjà entrepris par l'Allemagne mais sans succès, les députés pour qui l'Algérie a fait des progrès dans le domaine de la diversification des chaînes d'approvisionnement, estiment qu'elle doit également repenser l'accord d'association et réfléchir aux exigences centrales de la coopération. Elle doit s'engager, selon eux, dans une coopération économique plus pragmatique que celle qu'elle a eue les années précédentes.



© Photo DR - Dr. Klaus Wiener, Membre de la commission économique et de la commission des finances du Bundestag

FINANCE & MARCHÉS

Chiffres-clés de l'économie algérienne



Selon le rapport de la Banque mondiale d'octobre 2023, l'économie algérienne a retrouvé en 2022 son niveau pré-pandémie, avec une reprise qui se poursuit au premier semestre 2023. La croissance de l'Algérie devrait reprendre sa trajectoire pré-COVID d'ici 2024, tirée notamment par les secteurs des hydrocarbures et de l'agriculture. La hausse des investissements, notamment dans les grands projets industriels, a stimulé l'activité économique au premier trimestre 2023 et devrait continuer à soutenir la croissance entre 2023 et 2025. L'inflation est restée à un niveau élevé, atteignant 9,7 % au premier semestre 2023. À la suite de la baisse des prix du pétrole et du gaz depuis mi-2022, les recettes d'exportation de l'Algérie ont nettement diminué au cours du premier semestre 2023. Le déficit budgétaire devrait néanmoins se creuser, même s'il sera en partie financé par les économies réalisées grâce aux recettes pétrolières accumulées depuis 2021. Ces informations suggèrent que l'économie algérienne a montré une résilience malgré les défis mondiaux.

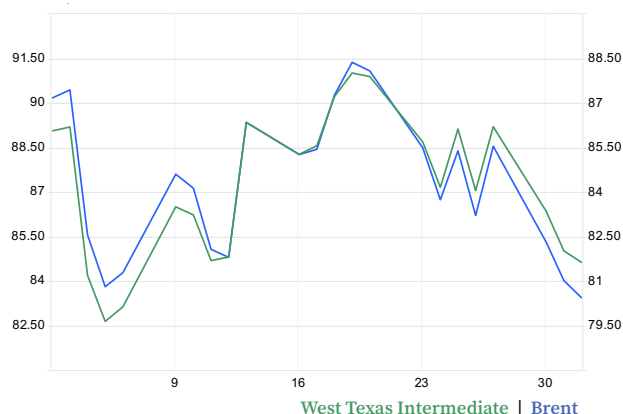
Chiffres-clés de l'économie allemande



L'économie allemande s'est probablement contractée au troisième trimestre, a déclaré la Bundesbank dans un rapport mensuel, sur fond de baisse de la production industrielle, de contraction du secteur de la construction et d'affaiblissement de la consommation. La plus grande économie d'Europe a souffert d'une récession au début de l'année et a produit une croissance plate au deuxième trimestre, de sorte qu'une nouvelle contraction signifierait quatre trimestres consécutifs avec une croissance négative. Selon la Banque mondiale, l'économie allemande pourrait être confrontée à des défis en octobre 2023. La Banque mondiale a averti que la hausse générale et simultanée des taux directeurs en réponse à l'inflation renforce le spectre d'une récession mondiale en 2023. Les prévisions de croissance mondiale pour 2023 ont été réduites de près de moitié, passant de 3 % à 1,7 %. La récession semble inévitable l'année prochaine avec une prévision de croissance négative de -0,3%. L'inflation devrait atteindre 7% en 2023. La Bundesbank prévoit une inflation toujours vertigineuse en 2023. Même en 2024, il n'y aurait pas encore de normalisation, avec un taux d'inflation de 4,1%, soit le double de l'objectif de la BCE (environ 2%). Le gouvernement allemand prévoit une récession de 0,4% tandis que d'autres sources indiquent une croissance positive mais faible à 0,2 % ou 0,3% en 2023.

Matières premières

- En octobre 2023, le cours du **pétrole** a connu des fluctuations. Le 23 octobre 2023 à 12h GMT, le Brent était coté à 91,78 dollars (soit 86,51 euros) et le WTI à 87,55 dollars (soit 82,52 euros). Le 26 octobre 2023 à 05h16, le Brent était coté à 89,84 dollars. Le cours du pétrole Brent en dollars était de 89,28 dollars le 27 octobre 2023.



- Les prix en euros des **matières premières industrielles** ont rebondi (+5,6 % après 0,4 %).
- Les prix des **matières premières alimentaires** se sont redressés très légèrement (+0,2 % après 0,5 %).
- L'**or** a terminé le mois stable, se maintenant en dessous de la barre de 2 000 dollars l'once.
- Le **cacao** s'est encore envolé sur la semaine jusqu'à de nouveaux records à Londres comme à New York, galvanisé par les tensions sur l'offre mondiale en raison de maladies dans les cultures et de conditions météorologiques défavorables.



La Namibie et l'Union européenne ont signé une feuille de route pour un partenariat sur les matières premières et l'hydrogène.

DÉVELOPPEMENT DURABLE MIX ÉNERGÉTIQUE EN ALGÉRIE

Plaidoyer pour une économie à faible émission de carbone

Le secteur des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert ont suscité beaucoup d'attention des 350 étudiants et 68 professeurs qui se sont donné rendez-vous les 08 et 09 mai dernier dans la commune de Fesdis relevant de la wilaya de Batna.

Organisées par le bureau de la fondation Konrad Adenauer en Algérie (KAS), l'École Nationale Supérieure des Énergies Renouvelables, de l'Environnement et du Développement Durable et le Laboratoire de Physique Appliquée de l'université Batna-1, sous le thème « Le mix énergétique en Algérie : défis et opportunités », les journées d'études ont été rehaussées par la participation de nombreux représentants des institutions et entreprises nationales et multinationales notamment le ministère de l'Énergie, ministère de l'environnement et des énergies renouvelables ainsi que le Centre de Développement des Énergies Renouvelables, la Sonatrach et l'agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) et de la société Siemens liée à l'école par un accord de partenariat pour le développement des systèmes consommateurs de peu d'énergie.

Les différents participants ont eu à disserter sur la réussite de la transition énergétique grâce aux concepts et technologies innovantes avec l'objectif d'échanger des idées et pistes afin de promouvoir la coopération algéro-allemande dans ce secteur. Ils ont également abordé différents sujets notamment la demande croissante en énergies renouvelables, la perturbation en approvisionnement énergétique, l'innovation, la nécessité de transition vers une économie à faible émission de carbone et les technologies qui assurent un approvisionnement énergétique suffisant, économique et approprié, en particulier à moyen et long terme. Des workshops dans différents domaines ont marqué la rencontre, sanctionnée par une multitudes de recommandations. Cet événement scientifique est "un premier pas réussi de coordination entre experts et opérateurs du domaine des énergies renouvelables des deux pays en vue de concrétiser un partenariat puissant.

Le directeur du laboratoire de physique énergétique appliquée, Pr. Nouredine Adouane, a estimé que cette initiative est une opportunité pour le transfert des expériences allemandes dans le domaine des énergies renouvelables aux chercheurs algériens et du mix énergétique algérien où la part des énergies renouvelables reste faible. "Nous œuvrons à définir les meilleures voies de développement de la production

des énergies renouvelables au regard des ressources et potentialités multiples que recèlent l'Algérie, notamment en matière d'hydrogène vert et son exportation vers l'Europe qui en a grandement besoin", a-t-il dit.

Réduire la dépendance aux combustibles fossiles

Quatre ateliers thématiques ont été installés et portant sur "la transition énergétique en Algérie", "le mix énergétique et les systèmes intelligents", "l'hydrogène vert" et "les opportunités de partenariat dans le domaine de l'énergie entre l'Algérie et l'Allemagne". Les différents experts et intervenants du workshop sur "la transition énergétique en Algérie" ont abordé plusieurs points, notamment : les avantages et les inconvénients de la transition vers des sources d'énergie renouvelables ; les moyens de réduire les émissions de carbone et les conséquences environnementales ; les obstacles à la transition vers des sources d'énergie renouvelables et les moyens de les surmonter. Quant aux recommandations, il y a lieu de citer, entre autres, l'importance d'investir dans les énergies renouvelables à court, moyen et long terme, telles que l'énergie solaire, éolienne, biomasse et géothermique, pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles et préserver les réserves précieuses des hydrocarbures.

Ils ont également recommandé fortement de développer des technologies de stockage de l'énergie pour répondre à l'intermittence des sources d'énergie renouvelables. Les participants ont recommandé d'encourager l'efficacité énergétique en adoptant des pratiques éco-responsables, telles que la réduction de la consommation d'énergie et l'utilisation de produits plus durables. Ils ont également suggéré de sensibiliser les consommateurs aux avantages de l'efficacité énergétique et de mettre en place des réglementations pour encourager les entreprises à adopter des pratiques éco-responsables.

Ils n'ont pas omis de souligner l'importance de mettre en place des politiques et des réglementations pour encourager la transition énergétique. Ils ont suggéré d'adopter des subventions et des incitations fiscales



© Amine Bendjoudi / KAS Algérie

pour encourager les investissements dans les énergies renouvelables, ainsi que de réglementer les industries les plus polluantes. Les gouvernements, les entreprises et les organisations de la société civile peuvent jouer un rôle important dans la sensibilisation du public en mettant en place des campagnes de communication, des programmes éducatifs et des événements pour encourager l'engagement du public dans la transition énergétique.

Dans le workshop portant sur le mix énergétique et le smart systems, modéré par le Pr Aissa Chouder, le débat a porté essentiellement sur les impacts de l'intégration des sources renouvelables sur le réseau électrique et les différents défis que rencontre l'opérateur system. Il a été question des fluctuations du réseau électrique dû à l'intégration massive des sources d'origine renouvelable à des taux appréciables. Le rôle des réseaux intelligents a été également débattu surtout sur son volet relatif à la modernisation du réseau actuel ainsi comme étant une solution aux problèmes classiques rencontrés par l'intégration des sources renouvelables.

Les baisses des prix des panneaux photovoltaïques,

onduleurs et turbines éoliennes, ainsi que le niveau de maturité des technologies dans le domaine des énergies photovoltaïques et éoliennes représentent des opportunités pour le développement des ENR en Algérie. Et parmi les recommandations émises lors de ce workshop, il y a lieu de signaler celles consistant à revoir les exigences développées dans des pays ayant une expérience avérée dans l'intégration massive des sources d'origine renouvelable et les adapter au niveau local ; envisager l'installation des sites pilotes afin de vulgariser les notions des réseaux intelligents ; renforcer le lien entre l'industrie et les instances universitaires (écoles, Universités, centres de recherche) et associer les instances universitaires dans les projets de mix énergétiques.

Hydrogène vert : l'Algérie peut devenir un acteur majeur

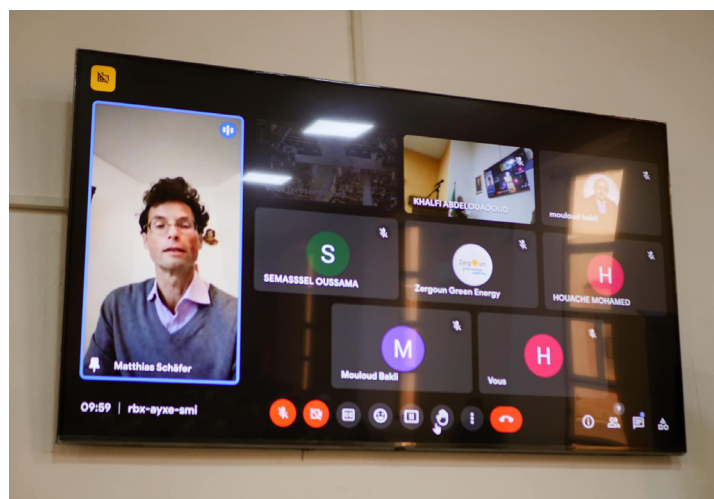
Le troisième workshop, et non des moindres, a porté sur l'hydrogène vert et a été modéré par le Pr.Derradji Bahloul et le Pr Fouad Khaldi. Les différents experts et intervenants ont noté que l'hydrogène vert deviendra dans le futur pour l'Algérie ce qui est maintenant le pétrole et le gaz.

Une dynamique mondiale autour de l'hydrogène vert commence à prendre place et l'Algérie peut devenir un acteur majeur dans cette dynamique, ont-ils relevé. Et ce ne sont pas les atouts qui lui manquent : sa position géographique qui ferait d'elle un fournisseur d'hydrogène vert de premier rang en particulier vers le marché européen ; ses richesses naturelles en termes de gisements solaire et éolien ; sa disposition d'infrastructures industrielles en pétrochimie, où la chaîne de transformation de l'hydrogène comme vecteur énergétique pourra être mise en œuvre rapidement mais aussi par sa disposition de réseaux gaziers à l'échelle nationale et internationale, ce qui lui permettrait avec des ajustements technologiques adaptés d'entrer rapidement dans le transport et la distribution de l'hydrogène. Même s'il a été relevé des problèmes et défis scientifiques et de technologies à lever pour la mise en place de la filière « Hydrogène vert », les experts ont estimé que faire face à ces défis technologiques engendrera une dynamique qui donnera naissance à beaucoup d'opportunités et l'Algérie dispose, selon eux, de compétences scientifiques et technologies qui peuvent mettre en œuvre la feuille de route de l'H2 que le gouvernement est en train d'élaborer.

Et pour ce faire, les recommandations ont porté sur la nécessité de développer une politique claire à moyen et long terme pour la production et l'utilisation de l'hydrogène et qui entre dans les priorités stratégiques de l'Algérie relatives à la sécurité énergétique et économique. Le partenariat gagnant-gagnant avec l'étranger pour l'acquisition technologique est très important.

Pour ceci, il faut trouver des mécanismes de facilitation de ce partenariat ainsi que pour son évaluation. La création d'un réseau de l'hydrogène entre l'académique et le monde industriel est vital pour d'abord lancer les formations visées et créer une carte de métiers liée aux besoins industriels. Enfin, il a été recommandé l'ouverture de formations à caractère économique dans les établissements de formation technique pour préparer le management de la transition énergétique.

Enfin, le dernier workshop portant sur les opportunités de coopération entre l'Algérie et l'Allemagne et modéré par le Dr. Abdi Med Amir et Dr. Farida Lebbal a conclu par des recommandations allant de l'élaboration de feuilles de route de coopération entre les différents acteurs des deux pays pour lancer ensemble un réseau multidisciplinaire.





Le développement des énergies nouvelles et renouvelables et pour l'accompagnement des projets ainsi que le support financier à ce type de projet est nécessaire, a-t-on relevé.

Il y a lieu de signaler que lors des discussions du workshop, des pistes et axes de coopération ont été relevés. La KAS a lancé le projet de l'incubateur Algéro-allemand et a souligné l'intérêt commun entre l'Allemagne et l'Algérie dans les énergies renouvelables et la nécessité de renforcer la relation entre les startups Algéro-allemandes. Siemens a souligné les collaborations de l'entreprise avec les universités au cours des 21 dernières années. La GIZ Energy Germany a abordé l'importance des thèmes du développement économique durable, du climat, de l'énergie, de l'environnement et biodiversité.

Et enfin, le représentant de la Sonatrach a souligné d'abord le potentiel de l'Algérie en ressources énergétiques Renouvelables et la vision de l'entreprise envers leur application et insertion dans l'économie nationale via les projets de l'hydrogène avec les partenaires Italiens et les partenaires Allemands. Le potentiel infrastructurel de la Sonatrach en termes de structures et de personnel qualifié lui donne le privilège d'être un leader régional dans les énergies renouvelables. Le partenariat entre les institutions de formation et de production est plus que vitale pour couronner ce partenariat et lever le défi énergétique très proche.



© Amine Bendjoudi / KAS Algérie

KAS ÉCO



157 rue Mohamed Zekkal El Madania, Alger
+213 (0) 44 192 505 kasalgerie@kas.de
www.kas.de/algerien

©2023 Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie Tous droits réservés.